

*UN LIVRE DE G.E. MAUVOIS SUR ANDRE ALIKER :*

# CHATEAU AUBERY

Georges E. Mauvois fait revivre pour les Martiniquais de 2008, l'ambiance des années 20 et 30 du vingtième siècle en Martinique à travers l'histoire des magouilles du béké usinier Aubéry dont la construction de son célèbre château et celle de l'assassinat d'André Alikér.

Outre le fait que Georges E. Mauvois a un incomparable talent de conteur qui rend la lecture très passionnante, il apprend à ses lecteurs de nombreux détails croustillants sur le béké Aubéry, son milieu et ses pratiques.

Voulez-vous savoir comment se comportait cet amateur de combats de coqs, gouailleux, grossier, matois, cynique, Mauvois

vous le décrit sous de nombreuses facettes.

Désirez-vous comprendre l'univers des grosses combines avec achat et corruption de magistrats, de fonctionnaires, de parlementaires, Mauvois vous replonge dans ce monde de truands à qui rien ne doit résister.

Vous-préoccupez-vous de saisir ce béké, chef de bande au milieu de ses hommes de main, Mauvois vous présente les silhouettes menaçantes, les mines patibulaires, les opérations brutales de ces repris de justice.

Souhaitez-vous connaître la genèse de la construction du château du Morne Pitault, Mauvois capte votre attention pour un accompagnement de toutes les péripéties de cette bâtisse extravagante.

Tout ceci fait que le livre accroche votre attention. Cependant si ce n'était que cela, on pourrait dire qu'il ne s'agit que d'anecdotes ; mais l'ouvrage retrace un des moments les plus douloureux de l'histoire politique et sociale de ce pays : la mort méthodiquement pré-

parée d'André Alikér, journaliste, syndicaliste, militant communiste, ayant osé dénoncer le système Aubéry. Le récit est poignant, méticuleux. Georges Mauvois reprend bien des éléments déjà connus mais cela est fait avec un tel art, une telle maîtrise du récit que le lecteur est envahi de l'angoisse des derniers jours d'Alikér. Le lecteur tremble devant ces gros bras qui tendent le énième et fatal piège à Alikér pour le frapper, l'assommer, le ligoter, l'anesthésier, l'empaqueter et le noyer. Le lecteur comprend l'émotion qui a saisi le peuple martiniquais, la famille et les proches d'Alikér lorsque le crime est finalement resté impuni. Mais peut-être nous vous en avons trop dit. Il vaut mieux que vous lisiez et fassiez lire l'ouvrage de Georges Mauvois. Une grande page de l'histoire sociale de ce pays !

Gilbert PAGO

Chez K éditions : Mauvois (G.E) ; - Château Aubéry : prix 20 euros.

# LE PEUPLE BOLIVIEN !

"Nous sommes ouverts au dialogue, pas seulement avec les gouverneurs mais aussi avec la participation des maires et de différents secteurs sociaux".

Il a annoncé que son gouvernement allait faire arrêter le gouverneur de la province de Pando, où la loi martiale a été décrétée vendredi après la tuerie du village de Porvenir. Lors de ce même discours Evo Morales a déclaré :

"Ils complotent pour préparer un coup d'Etat fasciste, raciste contre nous" ... "Leur projet est de renverser l'indien. Ils peuvent renverser l'indien, mais ils ne renverseront jamais le peuple bolivien". "Imaginez seulement à quel point ils sont anti-patriotes. Ce sont les ennemis de tous les Boliviens",

D'importants renforts militaires ont été envoyés à Cobija, la capitale régionale, pour rétablir l'ordre, reprendre le contrôle des bâtiments publics qui avaient été occupés par des groupes armés et pour arrêter le gouverneur félon qui est en fuite

Devant la fermeté de Morales, l'opposition divisée quant à la conduite à tenir face aux propositions de dialogue du président Evo Morales a annoncé la suspension des manifestations, et projetterait la levée sous peu

des points de blocage après la vague de violence meurtrière qu'elle a déclenchée.

L'élection en 2006 d'Evo Morales, n'a pas été du goût des puissances d'argent, des multinationales, des politiciens la droite d'Amérique du sud et des stratèges des Etats-Unis.

Premier amérindien natif à être élu à la présidence de Bolivie, Evo Morales, se dit partisan du socialisme, se proclame révolutionnaire, est admirateur de la révolution cubaine et allié du président vénézuélien Hugo Chavez. A ces différents titres il est devenu la bête noire de la Maison Blanche et de tout ce que la Bolivie compte de réactionnaires.

C'est un ancien planteur de coca âgé aujourd'hui de 48 ans qui par ses combats passés aux côtés des paysans pauvres planteurs de coca a acquis une immense popularité auprès de la population méprisée des indiens. Il a pu, malgré les manœuvres, les campagnes de dénigrement et de déstabilisation, remporté largement en août dernier le référendum sur son maintien au pouvoir, pour répondre à une contestation grandissante de ses projets de révision de la constitution et de redistribution des terres agricoles en

faveur des indiens natifs.

C'est alors que la droite bolivienne a pu compter, une nouvelle fois sur le soutien jamais démenti de l'ambassade étatsunienne pour orchestrer la fronde de l'opposition. Mercredi dernier, le 10 septembre, au beau milieu des troubles, Evo Morales prenait la décision d'expulser l'ambassadeur des Etats-Unis.

Juste avant son expulsion de La Paz (capitale de la Bolivie), l'ambassadeur américain Philip Goldberg, en forme de menace et de chantage, a averti Evo Morales que son départ aurait des "conséquences sérieuses" notamment pour la lutte contre le trafic de drogue. Il faut savoir que les Etats-Unis versent annuellement une aide de plus de 100 millions de dollars à la Bolivie, troisième pays producteur de cocaïne après la Colombie et le Pérou.

Bien entendu l'ambassadeur rejette les accusations de Morales qualifiées de "fausses et injustifiées" puisque les Etats-Unis ne chercheraient qu'à soutenir "la démocratie et le développement" en Bolivie.



# BAS LES PATTES DEVANT

En Bolivie, l'opposition de droite qui contrôle les provinces riches de Pando, Santa Cruz, Tarija, Beni et Chuquisaca est entrée en rébellion violente pour rejeter le projet de Constitution progressiste et le projet de réforme agraire qu' Evo Morales, premier président amérindien, et surtout militant anti-impérialiste radical, veut faire adopter par référendum dans ce pays de 10 millions d'habitants, le plus pauvre d'Amérique du Sud.

L'opposition bolivienne depuis plus d'une semaine, a multiplié les opérations de protestations et les manifestations violentes notamment à Santa Cruz, la région la plus riche et à Tarija, celle qui détient les principales ressources en hydrocarbures.

Dans plusieurs régions, les manifestants anti-gouvernementaux se sont emparés de bâtiments des douanes, des impôts, de centraux téléphoniques ou même de petits aéroports. Les manifestants en érigeant des barrières ont provoqué des pénuries de carburant et de nourriture à Santa Cruz. Une trentaine de bâtiments publics ont été détruits ou incendiés. Les policiers et soldats envoyés à Santa Cruz pour protéger les installations gazières ont été pris pour cible

Le gouverneur de Pando, Leopoldo Fernandez, a violé l'état d'urgence instauré dans cette région du nord, occupant par des groupes armés les bâtiments publics et laissant libre cours aux affrontements qui ont fait dans la localité de Porvenir, 18 morts jeudi 11 septembre et une centaine de blessés parmi des paysans fidèles au chef de l'Etat et partisans du gouvernement.

La population du village accuse le gouverneur d'avoir organisé le massacre.

La crise a ravivé les tensions ethniques dans ce pays fracturé entre les partisans du chef de l'Etat, en majorité des amérindiens paysans pauvres des Andes, et la population métisse ou blanche qui vit dans les plaines de l'est et du sud où sont concentrées les terres fertiles et les hydrocarbures.

Les gouverneurs d'opposition dirigeant les régions de l'est du pays, riches en ressources naturelles, revendiquent davantage d'autonomie pour ces territoires faisant fi de la solidarité nationale à apporter aux régions amazoniennes moins favorisées et peuplées de populations amérindiennes.

Dans un discours prononcé le vendredi 12, à Cochabamba, ville du centre du pays, proposant le dialogue et voulant l'apaisement pour tenter de mettre fin aux violences dans le nord du pays, le président bolivien Evo Morales a affirmé qu'il ne renoncerait pas aux réformes favorables aux indigènes et aux plus pauvres et que le gouvernement resterait ferme face aux séditions.

Evo Morales a répété que son gouvernement souhaitait négocier avec l'opposition, ajoutant cependant qu'il serait difficile de trouver un accord.

# DE MANAGEMENT ARCHAÏQUE

gagé physiquement de l'agression; aucune enquête sérieuse de la gendarmerie, aucun témoin interrogé malgré la description faite par le délégué et nul ne sait si le patron agresseur a reçu un "rappel de la loi". On devine l'épisode suivant : le délégué reçoit une lettre en vue de son licenciement ! Le patron respecte si peu la procédure en la matière que l'inspection du travail ne peut que refuser l'autorisation de licencier.

Le retard suivant fut le retard de trop. Le 22 septembre, les salariés n'avaient pas reçu leurs salaires ...du mois d'août! Ils cessèrent le travail une première fois, le 23. On aboutit à un papier signé, en présence de l'inspection du travail prévoyant le paiement de 75 % du salaire le 25 et le reste "au plus tard le 30".

Le 30, on constatait que l'engagement n'était pas tenu. Le retour en grève fut immédiat le 1er octobre. Une manifestation se déroula dans la ville de Rivière-Salée et sur les bords d'une portion de "l'autoroute". Le maire de la ville reçut la visite impromptue des grévistes qu'il promit d'appeler.

Le 2, la mobilisation se poursuivit devant le dépôt

de l'entreprise ou un nouvel épisode dramatique montra que c'est toute la famille patronale qui a un problème concernant le dialogue social.

Le fils Mirsa en colère devant la tournure des choses péta un ou deux plombs ( du moins, on suppose!) et lança un camion de l'entreprise sur la poignée de camarades présents devant la grille.

On frôla alors une tragédie gravissime : le délégué syndical renversé fut trainé par le camion et il s'en fallut de peu pour que sa colonne vertébrale ne soit tout simplement brisée ! Dans l'après-midi les salaires arrivèrent.

La grève cessa mais avec deux questions dans la tête des ouvriers:

- Que ce serait-il passé si la folle violence du fils Mirsa avait débouché sur une issue fatale ?

- Quelles dispositions concrètes l'entreprise a-t-elle prises pour que le salaire de septembre soit payé "le 10 au plus tard".

Dans une Tribune libre adressée à France-Antilles notre camarade interpelle toutes les instances qui auraient du rappeler ce type de patron à l'ordre :

1) Le Medef qui ne joue

ici aucun rôle éducatif et pédagogique à l'égard d'un patron qui croit qu'il est quitte avec ses obligations lorsqu'il s'est battu pour le développement de sa société.

2) Le Conseil Régional qui a subventionné l'entreprise sans enquêter sur le respect porté aux règles sociales par le patron.

3) Le procureur de la république pour le traitement léger et non impartial du premier incident physique raconté plus haut .

Après tout le développement économique ne peut être "durable" sans respect du droit social et du simple bon sens dans le traitement des relations entre employeurs et employés !

*Correspondant*



# MIRSA, UN CAS D'ÉCOLE

Le patron de cette entreprise de BTP s'en est pris nommément et à plusieurs reprises dans la presse à notre camarade Philippe Pierre-Charles responsable syndical en charge du dossier. Si on écoute le patron, ses ennuis seraient dus non pas à ses propres turpitudes mais à l'action d'une sorte de magicien capable de "mettre la grève chez lui", lui qui "n'avait jamais connu ça en plus de 30 ans".

Tous les propos de Mr Gaétan Mirsa sont imprégnés du même archaïsme.

Pour lui "*tout le monde sait que*" les syndicats sont là pour tuer les entreprises".

Ce malheureux ne manque pas d'humour involontaire: il vient de liquider lui-même trois de ses entreprises où il n'existait (hélas!) aucun syndicat ! Son fils est en train d'en tuer une 4ème où il n'y a pas la non plus de syndicat ! Ironie de l'histoire, la seule entreprise qui subsiste, c'est celle où s'est implanté le syndicat CDMT il y a un peu plus d'un an !

Le cas Mirsa pose un problème: qui formera les patrons archaïques au "métier" de patron? Qui leur expliquera que l'efficacité commande d'établir des relations sociales débarrassées d'un paternalisme vieillot et dictatorial ? Qui leur fera comprendre que la législation du travail n'a pas comme originalité fondamentale d'être facultative ?

C'est après un combat homérique que le syndicat a fini par obtenir l'élection de délégués du personnel (D.P.) et d'un comité d'entreprise (C.E.) dont la mise en place constitue pourtant une obligation de droit public ! Mais Mirsa père et fils

ne reculent jamais qu'à demi: D.P. et C.E. sont vidés de toute substance par le refus des patrons de respecter les règles légales de fonctionnement (convocations, ordres du jour, rédaction de P.V., régularité, mise en place des commissions et en particulier le CHSCT, mise à disposition d'un local, d'un budget, régularité des réunions, etc.)

Avec un tel décor les choses ne pouvaient que prendre une tournure dramatique avec l'apparition des difficultés à payer les salaires! Le retard dans le paiement devint une nouvelle habitude d'autant plus pénible que les salaires en question sont plutôt maigres.

Les derniers épisodes mirent carrément le feu aux poudres. Le patron, déjà fautif, se fit menaçant lorsque les ouvriers vinrent prendre leur argent à l'heure habituelle (14 h) au lieu de l'heure souhaitée par le patron (15h). C'est alors que les salariés virent Mirsa demander au délégué syndical de le suivre pour finalement l'agresser brutalement. Ce dernier porte plainte à la gendarmerie mais en définitive c'est lui-même qui subit un "rapport de la loi" pour s'être dé-

# OU VA OBAMA ?

Le succès de l'obamania dans les communautés noires ici ou là est un indicateur déformé des frustrations et des souffrances de la majorité des composantes de ces communautés aujourd'hui encore en ce début du XXI<sup>ème</sup> siècle.

La sympathie pour Barak Obama n'a rien à voir avec l'arrogance des dominants. Cette réalité conduit à une certaine indulgence à l'égard de ceux qui nourrissent des illusions sur le phénomène mais pas du tout à un partage de ces illusions.

Car les faits sont quand même très clairs. Même un président sénégalais comme A. Wade a résumé l'essentiel : L'élection d'Obama, a-t-il dit aura une grande importance symbolique pour les USA mais ne changera rien au sort des Africains. Que croyez-vous qu'il va faire pour nous, a-t-il lancé.

La victoire d'Obama serait une gifle pour les racistes des USA - et ce racisme reste un gros obstacle à sa victoire - mais aussi à ceux de France et d'ailleurs. Mais elle ne changera

quelque chose au sort des Afro-étasuniens que si ceux-ci, plus nombreux dans les couches pauvres de la société, se mettent à renforcer leurs organisations et à agir pour la transformation radicale de la société US. Ce n'est pas le langage que tient Obama qui ne s'adresse à cette communauté que pour les appeler à se montrer "responsables", comme si c'étaient eux les coupables des inégalités et du racisme qu'ils subissent !

Il faut rappeler l'évidence : Barak Obama est le représentant de l'un des deux partis capitalistes des USA, le parti démocrate ayant cessé depuis un demi siècle d'afficher toute différence profonde avec son concurrent républicain. Obama, désigné comme un "nouveau Kennedy", a même récolté dans la grande bourgeoisie US plus d'argent que son concurrent.

C'est tout dire !

Il suffit de voir sa réponse, très classiquement bourgeoise à la crise actuelle. Il ne propose rien qui puisse ressembler même au New Deal de Roosevelt qui

n'était qu'un programme relativement audacieux de sauvetage du capitalisme. Alors qu'aujourd'hui par certains côtés la crise est plus grave que celle des années 30, et que l'ancien directeur de la banque fédérale affirme que la crise financière est un événement comme il n'y en a qu'une fois par siècle !

Ni sur le plan de la politique sociale, ni sur celui de la politique extérieure, la politique d'Obama ne se distingue de façon radicale de celle de son concurrent. Tout comme ce dernier il évite soigneusement toute allusion à éventuelle nationalisation de la pseudo banque fédérale.

D'ailleurs s'il jouit d'une effective popularité, en grande partie due à un massif rejet de Bush dans l'opinion, il l'est pas porté par un mouvement populaire organisé. Or il est clair que seule une montée des luttes des travailleurs et des couches opprimées de la société pourrait ouvrir des perspectives en cas de victoires d'Obama. Les vrais progressistes des USA en sont conscients, même s'ils restent très minoritaires.

## RESPECT et DROITS POUR LES PERSONNES AGEES DEPENDANTES

Alors que la Martinique est l'un des "départements de France" où le vieillissement de la population compte parmi les plus avancés, l'accueil des personnes âgées dépendantes souffre depuis belle lurette d'un déficit considérable.

Cette situation dramatique ne tombe pas du ciel. Elle est le résultat, depuis plus de 25 ans, de politiques libérales des différents gouvernements qui ne se sont jamais véritablement préoccupés des besoins de cette catégorie de la population, et qui ont laissé la situation se dégrader en abandonnant ceux-là même dont l'état méritait une attention particulière : vieux/vieilles, pauvres, dépendant(e)s, improductifs/ve, isolé(e)s...

De ce point de vue, les quelques promesses pour y remédier, notamment la création de 1000 places d'accueil en 5 ans, faites fin août par Xavier Bertrand de passage en Martinique - et saluées par la majorité des élites - ne doivent pas faire illusion.

Avec son offre de 1000 places, le ministre de la famille et de la solidarité sait très bien qu'il est loin du

compte. Puisque aujourd'hui, indépendamment des personnes âgées valides et solvables qui constituent un marché de consommateurs juteux pour les maisons de retraite privées, la demande actuelle en centre d'accueil est de 1500 places en 2008.

Une demande dont la pression ne fera que s'accroître les prochaines années en raison à la fois du vieillissement de la population et d'évolutions sociales diverses ( isolement, moindre solidarité familiale, difficultés financières...) et qui montrera que les quelques 1000 places d'accueil sur 5 ans promises par le ministre du travail, de la famille et de la solidarité, ne constituent, au regard des besoins, que des miettes à usage des colonisés, assimilables à de la charité publique.

Aujourd'hui, avec Bertrand, Sarkozy et leurs amis, le sort réservé en France aux personnes âgées dépendantes est simplement inadmissible.

Chez nous, la donne est pire, pour preuve l'idée de rattrapage d'une situation française... lamentable. Ce

qui signifie que la situation des nôtres est dans de très mauvaises mains.

Dans ces conditions, leur témoigner du respect et de la considération, c'est avant tout les inscrire dans des droits, et non dans des hommages démagogiques à la petite semaine comme l'a fait Xavier Bertrand à la maison de retraite H.Bourgeois du Lamentin. C'est à dire s'engager dans la construction de maisons de retraite publiques ( avec médicalisation de celles ci et dont le financement doit être assuré par l'argent public ) plutôt que de laisser le devenir du 4ème âge au bon vouloir des lois du marché, comme actuellement, avec les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD).

L'urgence est donc à la mobilisation de tous et de toutes, pour reconquérir et étendre nos droits sociaux et nos services publics de nos jours en liquidation accélérée.

M.D.

## DES "RÉSIDENCES HOTELIÈRES"!

superbement huilée, la lucidité et la vigilance des plus conscients. Ayant constaté la frustration des propriétaires bernés, (martiniquais dans leur majorité), le syndicat tente une action qui surprend aussi bien l'administration judiciaire que d'autres syndiqués de l'hôtellerie. L'action consiste à proposer aux pro-

priétaires une solution de gestion se passant des services des patrons actuels.

L'issue de ce combat original est encore et comme toujours incertaine. Le pouvoir n'appartient pas aux salariés mais à l'administrateur judiciaire et à la justice qui l'a mandaté.

L'enjeu est de taille. L'ac-

tivité hôtelière et les emplois seront-ils préservés ?

Cela mérite que de partout monte la solidarité avec les travailleurs et les travailleuses de l'hôtel ANCHORAGE de BELFOND à STE ANNE.

PhPch et FR 30/09/08;

## L'ASSAUPAMAR TRADUIT EN "INJUSTICE"

Cinq militants de l'ASSAUPAMAR sont appelés à comparaître le 5 Novembre 2008. On leur reproche des actions menées pour enlever les entraves à la libre circulation dressées par des particuliers, sur la bande littorale entre Anse Désert et Anse Mabouya à Sainte-Luce.

Il s'agissait de clôtures allant jusqu'à la mer et d'enrochements plongeant directement dans la mer. Le 29 avril 2007, en présence des gendarmes et de la presse, une manifestation fut organisée pour libérer le passage le long de la plage.

A nouveau le 10 juin 2007 un important cordon de gendarmerie s'était opposé aux manifestants provoquant une échauffourée mémorable.

Aujourd'hui les militants

sont poursuivis devant le Tribunal correctionnel, pour destruction de biens privés, entendons des palissades et clôtures qui empêchait la circulation le long de la mer.

L'ASSAUPAMAR est donc inquiétée quand elle se bat pour l'application du code de l'urbanisme (article L156) et le code de l'environnement (L321) mais pas les coupables de privatisation de l'espace public littoral. Le pouvoir voudrait pousser à une corsisation des méthodes de protestation populaire qu'il ne s'y prendrait pas autrement.

Autour de l'ASSAUPAMAR un comité de soutien s'est créé. Il comprend déjà une dizaine d'associations et de partis parmi lesquels le G.R.S.. Ce comité prépare une large mobilisation pour le 5 novembre, date du procès

Il faut rappeler qu'à une question du député Alfred Marie-Jeanne, le ministre Estrosi avait pris l'engagement de promulguer le décret d'application sur les servitudes du littoral de la loi de 1976 avant la fin de 2007. Depuis, l'ex ministre est passé à autre chose et le littoral martiniquais peut attendre. Seule la répression ne peut souffrir de retard.

Il est donc important de déjouer ce plan. L'heure est à l'information du peuple, à l'interpellation des uns et des autres, à la mobilisation la plus large pour que le 5 novembre soit un grand jour pour la défense du littoral martiniquais.

*Ph. Concy*



## **LE CAS ANCHORAGE : AVATARS DE LA POLITIQUE**

En Guadeloupe, les patrons ont liquidé sans état d'âme l'hôtel et ses 115 emplois

En Martinique le combat des salariés continue pour sauver l'activité et les emplois.

Et cette lutte nous met au cœur de la politique de transformation des hôtels en résidences hôtelières. Depuis des années, le patronat en rêve. le but pour les capitalistes, c'est bien d'en finir avec une activité hôtelière qui rapporte certes des profits, mais avec les soucis de toute activité économique réelle, et en premier lieu l'existence de salariés réels pour passer à une spéculation immobilière rapportant des bénéfices immédiats et juteux à investir ailleurs avec l'espoir d'engranger d'autres profits.

La résistance des salariés était une gêne évidemment pour la mise en place de ce processus. Mais le patronat international, s'il veut s'enrichir à court terme, il est quand même capable de stratégies à long et moyen terme.

Pour briser la résistance ouvrière, il s'en est d'abord pris aux instances représentatives du personnel, en particulier le comité d'entreprise; et pour le faire disparaître on

saucissonne l'entreprise unique en deux entités distinctes : hébergement d'un côté, restauration de l'autre. Ça c'est la tactique. Le but, ramener l'effectif en dessous de 50 salariés dans chaque entité.

La CDMT trouve la parade et sauve un CE au niveau de l'hébergement. Mais le ver de la division est déjà dans le fruit de la résistance. Une partie du personnel se laisse prendre dans la logique de la séparation qui crée des dynamiques centrifuges. Ceci est rendu plus facile par le refus des représentants d'une autre structure appartenant aux mêmes patrons de se battre pour faire reconnaître l'unité économique et sociale (U E S) formée par les deux entités .

Cette reconnaissance aurait permis la mise en place d'un C E unique et la formation d'un bloc ouvrier plus solide. Hélas le syndicat C S T M de l'hôtel ne l'a pas voulu ainsi. L'affaiblissement des salariés a permis le lancement de l'opération de vente de l'hôtel en appartements. Et toujours avec le souci tactique d'endormir la vigilance des salariés, les patrons ont maintenu pour un temps la société, en proposant aux nouveaux propriétaires de réaliser pour eux la gestion centralisée de leurs

appartements comme si rien n'avait changé pour les salariés. Ainsi les appartements vendus avec bail de location, comme ceux qui sont vendus sans bail de location ainsi que ceux qui ne sont pas encore vendus se trouvaient gérés par la même société : ANCHORAGE S A .et avec les mêmes salariés...

Ainsi commençait une situation où les patrons amassaient des deux côtés: Sur les salariés (exploitation classique) mais aussi sur les propriétaires qui au lieu de recevoir les dividendes de leur opération ont commencé à recevoir ...des notes de frais exorbitantes pour la gestion de l'ENSEMBLE.

Ayant morcelé le personnel et introduit de nouveaux acteurs non salariés dans la structure, les patrons ont estimé le moment venu de passer à l'étape suivante: La LIQUIDATION déjà présente dans leurs plans inavoués dès le début .En effet on procède par étapes:

Tout d'abord La liquidation du restaurant là où le syndicat est moins fort ! 31/07/08 opération bouclée.

Ensuite la mise en redressement judiciaire de l'hôtel, dernier préalable avant la liquidation des fonds.

Cependant, petit grain de sable dans cette mécanique

# A PROPOS DE L'AIDE A HAITI

René Prével, président d'Haïti a souligné, devant l'Assemblée générale de l'ONU la gravité de la situation: "les dégâts causés par le passage de ces 4 ouragans (...) nous font reculer de plusieurs années". Avec lucidité il prédit: "une fois épuisée la première vague de compassion humanitaire nous laissera comme chaque fois seuls mais vraiment seuls face à de nouvelles catastrophes " Il ajoute donc : "Nous devons briser le paradigme de la charité dans notre approche de la coopération internationale" et se déclare " sceptique vis à vis de l'aide alimentaire importée et des modalités traditionnelles selon lesquelles elle s'exerce". Ce sont là de fortes paroles mais elles seraient plus crédibles si l'Etat de Prével ne se montrait pas aussi incapable de faire face, aussi impuissant à mobiliser l'énergie du peuple et même à utiliser efficacement l'aide reçue. Mais l'efficacité dans une telle situation est incompatible avec l'idéologie et les politiques néolibérales qui sont celles de Prével lui-même!

La triste réalité, c'est que de toute façon les moyens mis au service de la population sont dramatiquement insuffisants. La directrice du Programme alimentaire mondial de l'ONU, Josette

Scheran signale que seuls 7pour100 des 108 millions de dollars demandés sont acquis. Est-il besoin de comparer avec les 700 milliards de dollars annoncés pour renflouer les caisses des brigands du système bancaire US!

Ceci ne doit pas, au contraire, dévaloriser le formidable élan de solidarité matérielle qui s'est exprimé à l'égard d'Haïti en Martinique et en Guadeloupe. De nombreuses municipalités ont encadré des initiatives de collecte de produits de 1ere nécessité, le Conseil General de Martinique a aidé(entre autres par l'envoi d'une équipe de pompiers), des médecins ont fait le déplacement, des associations humanitaires ont agi. Le concert organisé par les artistes autour d'E. Virgal a connu un réel succès, grâce à l'appui de RFO .Rien que dans l'initiative de l'Association des Haïtiens de Martinique, à laquelle ont participé l'UFM, l'ASSOKA, le GRS, la CDMT, des groupes religieux..., environ 80 tonnes de marchandises ont été collectées au sein de la population. Cette solidarité est reconfortante mais les limites sont réelles. La représentante de l'UFM dans la délégation qui s'est rendue sur place, Marie-Jo Sellaye Hardy-Dessources a pu en consta-

ter certaines. La satisfaction des personnes rencontrées n'a pas empêché que les produits effectivement remis à la Croix-Rouge haïtienne (organisme digne de confiance d'après plusieurs organisations populaires haïtiennes) l'ont été sans que la participation des organisations populaires à la distribution ait pu se réaliser en tous cas en présence de la délégation alors que l'accent avait été mis sur cette demande en Martinique .Ceci a causé une réelle frustration au sein des mouvements.

Mais surtout l'ampleur de besoins et la complexité de la situation haïtienne même en dehors de tout cyclone justifie l'exigence proclamée par le GRS (voir RS précédent):Ce sont d'abord les Etats des grandes puissances qui doivent mettre la main à la poche. Et c'est dans un programme à long terme qu'on peut réaliser le reboisement du pays ,la mise en place de plans fiables de réponse à l'urgence, la formation de la population, l'aide aux initiatives économiques populaires. Le point de départ de tout cela devant être l'annulation pure et simple de la dette externe du pays.IL y a ,on le voit, du pain sur la planche mais c'est aussi dans le malheur que nous forgerons les bases d'une CA-RAIBE unie et solidaire.

# POUR UNE LUTTE GLOBALE EN DEFENSE DU POUVOIR D'ACHAT

Les négociations annuelles obligatoires (N.A.O.) grincent ou coinent. Des grèves éclatent (CORA, COFORAMA, MIRSA.T.P., EDF). C'est normal. Les salariés ne veulent pas travailler sans être payés (MIRSA) ni sans salaires décents.

Dans le commerce en particulier, on est bien placé pour savoir à quel point le prix du panier de la ménagère a explosé ces derniers temps. On sait moins à quel point les profits ont grimpé.

L'opacité est surtout grande en Martinique, Guadeloupe, Guyane...ou la statistique est à la portion congrue dès qu'il s'agit de renseigner sur les revenus, sujet tabou. En France, malgré les restrictions portées au travail statistique, on arrive quand même à savoir que, par exemple, les actionnaires du CAC 40(cotés en bourse) ont engrangé l'an dernier ...41 milliards de bénéfices, soit une augmentation de 23%, sans précédent par rapport à l'année 2006 ! On s'attend d'ailleurs au même exploit pour 2008.

En Martinique,dans une réunion officielle, les représentants de la préfecture ont failli avoir une attaque quand un de nos camarades a fait savoir qu'il n'avait pas l'intention de garder au secret des chiffres comparant les prix de certains produits dans des magasins de certains groupes en France et en Martinique ,qu'on venait de lire à des représentants syndicaux!

Faire la lumière sur la formation des prix et leur évolution, sur l'évolution des salaires, des statuts des salariés, sur les profits est un élément essentiel du combat pour un pouvoir d'achat décent pour toutes et tous.

L'intersyndicale des travailleurs martiniquais (CDMT,CFTC,CGTM,CGTM-FSM,CSTM,UGTM,UNSA,CFDT) l'a parfaitement compris.

C'est pourquoi depuis quelques semaines elle travaille sur la question. Il s'agit d'aller plus loin que la connaissance empirique glanée sur le terrain, dans

les entreprises, pour arriver à une connaissance aussi scientifique que possible. C'est seulement de cette façon qu'on pourra fournir aux travailleurs/euses des éléments solides pour étayer les plateformes revendicatives. Car le but fondamental est bien d'organiser les luttes nécessaires pour la conquête du pouvoir d'achat. On serait en effet bien naïf de croire au baratin sarkosiste sur le sujet. L'intersyndicale s'est assuré la collaboration d'un militant économiste, Michel Branchi. Des documents seront élaborés; des réunions seront organisées. Il y a du pain sur la planche.une autre initiative sur le même sujet a été prise par le CNCP. Le bon sens veut que les énergies soient mises ensemble dans une bataille commune ou les partis, les associations ont aussi leur place.IL faut que le plus grand nombre se rapproche des forces en cours de mobilisation pour construire la lutte qui s'impose.

# REVOLUTION SOCIALISTE



CP N° 57608 - Directeur de publication : Philippe Pierre-Charles - BP 1031 97200 Fort-de-France CEDEX - Fax 05 96 64 28 69 - <http://www.revolution-socialiste.org>.

octobre 2008

RS N° 968

Prix : 1 euro

## MIRSA, UN CAS D'ÉCOLE DE MANAGEMENT ARCHAÏQUE

## *Où VA Barak OBAMA ?*

**POUR UNE LUTTE  
GLOBALE EN DEFENSE  
DU POUVOIR D'ACHAT !**